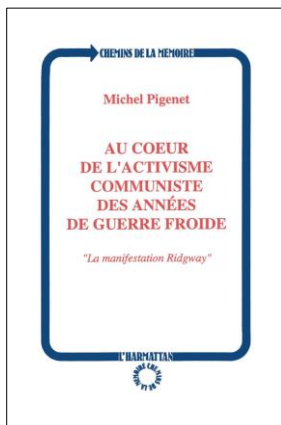


## La manifestation Ridgway du 28 mai 1952 : Entre gourdins et punaises, par Michel Pigenet



Le véritable titre de cet ouvrage passionnant, qui se lit un peu comme un roman, est « *Au cœur de l'activisme communiste des années de Guerre Froide, la manifestation Ridgway* ». Dans mon article « *La CGT dans les années 50* », j'avais expliqué qu'un vieux ex-militant du PCF, **Libre Penseur**, m'avait expliqué que « *Gourdins et Punaises* » était le surnom donné, en interne dans le PCF et la CGT, à cette manifestation, entrée dans la légende militante, parce que la consigne de l'appareil stalinien était d'y aller avec le plus gros manche possible et une petite carte de visite, punaisée sur le manche comme pancarte et avec une pichenette. Il ne restait plus alors que le gourdin ou le manche de pioche qui devenait ainsi un instrument de dialogue un peu viril avec les **Forces de l'Ordre**.

Cette manifestation, rugueuse entre les militants du PCF et l'appareil policier d'État, fut la dernière du genre et clôturera un cycle de confrontations musclées, commencé par l'éviction des ministres du PCF du gouvernement **Ramadier** avec le début de la *Guerre froide* et qui se terminera après la mort de **Staline** et l'annonce de la « *Coexistence pacifique* », qui imposait d'autres types de relations sociales et politiques. Il y eu ensuite encore des confrontations musclées, comme à **SKF** par exemple sous l'ère de **Georges Marchais**, mais pas avec ce niveau d'intensité.

Les résultats de cette manifestation furent si désastreux sur tous les plans (audiences du PCF et de la CGT et répression démesurée), que l'appareil du PCF mit les pouces, allant jusqu'à effacer quasiment toute trace mémorielle de cet événement. Il fallait qu'il ne reste rien de cet échec, mais la mémoire militante en préservera le souvenir sous le manteau et comme un fait glorieux : « *les militants communistes avaient foutu sur la gueule des flics et pas qu'un peu !* » Cela vengeait beaucoup de choses.

**Raymond Marcellin** - déjà lui - disait en 1952 que les auteurs des violences « *étaient des Nord-Africains, des étrangers et des jeunes gens* », (les racistes d'aujourd'hui ne sont qu'une copie des racistes d'hier) et que cette manifestation était « *la plus violente depuis l'affaire Sacco et Vanzetti en 1927* ». À une grande différence près, celle de **1927** avait vraiment le soutien de la population dans les violences, tant les gens étaient révoltés du sort barbare subit par les **deux militants Anarchistes** innocents, alors que celle, parisienne, de **1952** n'eut quasiment aucun soutien de la population au moment de son déroulement. Il n'y eut aucune ressemblance non plus avec la manifestation du **12 février 1934** qui avait un fort soutien des habitants aux endroits où elle passait.

### *Un colosse aux pieds d'argile ?*

Pourtant, la **Fédération PCF de la Seine** était assez puissante. Elle annonçait 58 932 cartes placées, ce qui représentait 17,70% du total national, alors que le département regroupait 12,10% de la population française. Il y avait 2 500 cellules du PCF regroupées dans plus d'une centaine de Sections, et implantées dans 1 076 quartiers et 1 420 entreprises. Il y avait aussi le personnel communal dans les municipalités « *rouges* » et le Comité d'entreprise de **Renault** avait 650 salariés, tout cela était à la disposition permanente du PCF et de la CGT.

Pourtant, sous cette apparente force, c'était un colosse aux pieds d'argile. Entre 1949 et 1952, la vente de « *l'Huma* » diminue de 37,53%, moins d'une cellule sur 5 a participé à la campagne d'abonnements. La **Fédération CGT des Métaux** perd 34% de ses adhérents. **Benoit Frachon** dira dans une réunion du **Bureau politique du PCF** : « *Nous sommes presque chassés des entreprises* ». Chez **Renault**, les effectifs **CGT** sont en dessous de la barre des 20% et continuent de diminuer alors que la **Régie** continuait d'embaucher en nombre. Les résultats électoraux professionnels sont désastreux à l'EDF, la SNCF et Renault (voir mon article sur *La CGT dans les années 50*).

Le contre-coup de la « *Bataille de la Production* » grandement rejetée par les travailleurs, la scission **CGT/CGT-FO**, la Guerre froide, pèsent lourdement sur le moral des militants et l'appareil va tenter de reprendre la main par un tournant gauchiste et activiste. C'est ce qui explique l'aventure de la *Manif Ridgway*, qui va mobiliser en fait peu de monde. Le **Gouvernement** annonce 5 000 manifestants, le **PCF** et la **CGT** 50 000, et les **Services secrets américains**, bien informés, autour de 15 000. Le relatif nombre faible de manifestants sera occulté par la violence.

Cette situation de crise latente va aussi nourrir d'autres « *affaires* ». **Georges Guingouin** sera exclu de manière ignominieuse par un procès stalinien, il fallait se débarrasser de tous ceux qui avaient fait *la Résistance*, cela mettait trop en relief l'absence de Thorez qui avait fui à Moscou pendant l'Occupation. La boucle sera bouclée quand sera élu **Georges Marchais** au poste de Secrétaire général du **PCF**, lui qui avait été travailler volontairement en Allemagne.

Comme **Staline** le faisait régulièrement, il fallait organiser la terreur pour faire taire les oppositions internes par des purges incessantes. Les affaires **Marty-Tillon** et **Lecoeur** en seront la suite logique, nourrie par la critique de la *Manif Ridgway*. Il fallait bien que quelqu'un – autre que **Thorez** et **Duclos** – porte le chapeau de cet échec aux conséquences désastreuses. Même si **Jacques Duclos**, l'homme de la **Guépéou** en France semble avoir été dans le collimateur un moment et sera très critiqué par sa gestion de la sécurité et par son « *crétinisme parlementaire* » supposé.

## *La situation de l'époque*

Le gouvernement, au moment de la manifestation, était celui d'**Antoine Pinay**. Celui-ci avait commencé sa carrière politique en étant membre du **Conseil national de Vichy**, puis avait été épuré à *la Libération* et déclaré un temps inéligible. Le Commissaire **Jean Dides** sera aussi impliqué dans « *l'Affaire des pigeons* », retrouvés morts dans la voiture de **Jacques Duclos** et soupçonnés d'être des pigeons voyageurs, destinés à renseigner **Moscou**. **Dides** est un anticommuniste forcené, sous l'autorité de **Jean Baylot**, chargé de pourchasser les « *agents du Kremlin* ». **Dides** a été en poste sous **Vichy** pour traquer les **Résistants** étrangers. En fait, il continuait à faire le même sale boulot, même si ses commanditaires avaient changé. Il sera démis de ses fonctions au moment d'une autre affaire, celle « *des Fuites* » qui s'étalera de 1949 à 1956.

L'ambiance du moment est la **Guerre d'Indochine**, la **Guerre en Corée** et la mise en œuvre du projet de la **Communauté Européenne de Défense (CED)** sur fond de réarmement allemand. La



**Guerre Froide** avait aussi des aspects bien chauds. L'appareil international du **Kremlin** organisait une campagne pour dénoncer l'utilisation d'armes bactériologiques en Corée, d'où les surnoms de « *Ridgway, le tueur microbien* », puis « *Ridgway la Peste* »



prêtés au général **Matthew Ridgway**, ancien commandant de la prestigieuse **82<sup>ème</sup> Aéroportée**, qui avait fait les 4 sauts célèbres en 1943/1944 (Italie, Normandie, Hollande et Ardennes).

En 1952, il est chef militaire US en **Corée** et concentre sur lui la campagne de dénonciation de l'**URSS**. Il fait une tournée des pays pour justifier l'intervention nord-américaine dans la péninsule asiatique. Quelque peu provocateur, il avait toujours une grenade accrochée à son uniforme, prête à être dégoupillée. **Nikita Khrouchtchev** finira par dire à **Maurice Thorez** que l'accusation des armes bactériologiques était fausse. Certains historiens estiment que la *Manif Ridgway* était un moyen pour l'**URSS** de donner un avertissement à l'*Ouest* par une démonstration de force dans un pays au cœur de l'**OTAN**.

À toute cette situation politico-militaire qui génère de l'angoisse, s'ajoute aussi une crise sociale importante. La « *Bataille de la Production* » a eu des lourdes conséquences pour la classe ouvrière, les gains de productivité (+ 6%) se sont faits par une intensification de l'exploitation et des cadences. Dans la Métallurgie, 85,1% des travailleurs travaillent 46h par semaine, soit 5 heures de plus qu'en 1950.

Beaucoup de travailleurs font des heures supplémentaires pour pouvoir joindre les deux bouts, malgré les consignes de la **CGT** au début des années 1950 de ne pas en faire. Le « *Produire d'abord* » était bon quand il y avait des ministres du **PCF** au gouvernement. 42% des ouvriers ont connu au moins 4 entreprises depuis leur entrée sur le marché du travail. La question du logement est prégnante : si une famille de 4 enfants a, en moyenne, 4 pièces de 50m<sup>2</sup> chacun dans le XVI<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, celle dans le nord et l'est de Paris ont droit à 3 pièces de 8 m<sup>2</sup> chacune.

## *La tension monte inexorablement*



La manifestation est convoquée par le **Mouvement de la Paix**, immédiatement soutenue par la Fédération du **PCF** de la Seine et l'**Union des Syndicats CGT** de la Région parisienne. Dès le 25 mai, la tension monte, à Clichy et à Chatenay-Malabry des cars de police sont attaqués, ce qui entraîne des dizaines d'arrestations. **André Stils**, Rédacteur en chef de l'*Humanité* est arrêté et inculpé pour « *provocation d'attroupements publics armés ou non* » en vertu d'une loi du 7 juin 1848. Le

ton monte dans la manifestation au **Mur des Fédérés** dans l'après-midi du 25.

Le 28, le ministre de la Justice annonce que tous les fonctionnaires qui participeraient à la manifestation subiront des sanctions. 45 000 exemplaires de l'*Humanité* et 40 000 de *Libération* sont saisis. Les **Bourses du Travail** (rue du Château d'eau et Turbigo), ainsi que le siège des **Syndicats CGT de Paris** sont fermés autoritairement par le Pouvoir.

La direction du **PCF** donne des consignes de clandestinité aux dirigeants, consignes que **Jacques Duclos** ne respectera pas, car il refuse l'engrenage de la montée de la tension qui est organisée en interne, ce qui tend à montrer son désaccord avec la stratégie d'affrontements. Il est arrêté lors d'un barrage routier et, de commissariat en commissariat, il se retrouve à **la Santé** pour un long moment. Ses documents confidentiels seront confisqués et iront même jusqu'à **Washington-DC**. Il sera libéré pour raison de santé.

Sa « *bourde* » lui vaudra d'être emprisonné, ce qui permettra au **PCF** de mener opportunément une campagne pour sa libération au nom des libertés démocratiques, ce qui occultera un peu les conséquences néfastes de la **Manif Ridgway**.

## *La Manifestation proprement dite*



Le bilan sera de 372 blessés chez les policiers et « officiellement » de 17 chez les manifestants ; visiblement la disproportion n'interpelle pas le Gouvernement ni les médias officiels. Il y aura un mort originaire d'Algérie (**Belaïd Hocine**), assassiné de 3 balles par la police. 500 manifestants seront emprisonnés au Carreau-du-Temple, le Pouvoir hésitant sans doute à les parquer au **Vel d'Hiv**, cela aurait rappelé de fâcheux souvenirs. Le chiffre « officiel » des interpellations est de 718.

La **Polyclinique des Métallurgistes**, rue des Bleuets, est réquisitionnée par la **CGT** pour soigner les éventuels blessés que l'on envisage nombreux. Il est recommandé de se munir d'une casquette bourrée de papier pour atténuer les coups de matraque. S'il y a des femmes dans la manifestation, les hommes représentent 96,10% des participants. Il y a aussi beaucoup de travailleurs algériens (12,10%) qui viennent pour protester contre l'assignation en résidence surveillée de **Messali Hadj** et beaucoup d'autres travailleurs étrangers d'une multitude de pays.

La tactique dans la rue est celle employée pour les manifestations de rue sous l'**Occupation**. Il faut organiser des rassemblements de diversion pour fixer les forces de la répression et les tromper sur les vrais parcours. Ensuite, il y aura 4 cortèges qui partiront de la banlieue proche et qui rentreront dans Paris par différents axes. Sur leurs parcours prévus, il y aura des rassemblements statiques qui attendront et quand les cortèges principaux arriveront, les manifestants les rejoindront pour faire un effet boule de neige.

C'est normalement la place de la République qui est l'objectif de la manifestation, mais elle est trop bien gardée, y compris avec des véhicules blindés. Alors, les manifestants défilent dans les rues adjacentes, ce qui disperse la police et rend impossible l'arrêt des flots de manifestants qui sont partout et nulle part.

Des groupes de centaines de militants attaquent aussi les cars de police et les brûlent parfois. Selon **Roger Pannequin**, il y plusieurs tactiques « pour se faire » les **Pandores** : soit ils sont frappés de bas en haut avec force, ce qui conduit à faire éclater le casque, soit un manifestant tire sur le casque, libérant la boîte crânienne et un deuxième assène un coup sur la tête. Selon les rapports de police, le nombre de casques éclatés sera impressionnant.

Les policiers se déchainent avec violence, même contre les anciens **Résistants** ou ceux de la **II<sup>ème</sup> DB de Leclerc** qui exhibent leurs médailles et leurs cartes. Même deux **Prêtres-Ouvriers** seront tabassés et arrêtés. L'ennemi, comme sous **Vichy**, c'est « le Rouge », « vendu à Moscou ». La haine est décuplée, cela permet d'effacer pour un temps la réprobation contre les « collabos » de **Vichy** qui étaient nombreux dans la police. Là, ils sont du bon côté, celui de « **la République** ». Si leurs maîtres ont changé, leurs victimes et ceux qu'ils tabassent sont toujours les mêmes. Le calme finit par revenir en fin de soirée

## *Une répression démente et démesurée*

Le 29 mai, tous les journaux du **PCF**, tant à Paris qu'en province sont saisis. **Le Figaro** déborde de haine et dénonce : « les Nord-Africains excités par une abominable propagande anti-française... Les

*Pétroleuses et les jeunes gens fanatisés* ». On se croirait revenu à *la Semaine sanglante* et aux *Versillais*. Ce journal les oppose aux **dirigeants du PCF** « *bien à l'abri* ».

Le 29 mai, **Jacques Duclos** est inculpé « *pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État* », ainsi que son chauffeur et son garde du corps, ils sont transférés à Fresnes. 160 militants arrêtés sont aussi inculpés au même titre de **l'article 87 du Code pénal**, ainsi que le Rédacteur en chef de *l'Humanité*.

Le 30 mai, le **Bureau politique du PCF** se réunit dans les sous-sols de la mairie de Villejuif. **Étienne Fajon** et **Raymond Guyot** approuve la ligne dure et se félicite que le **PCF** « *ait relevé le défi de la police* », quand, sous des formes différentes, il faut noter aussi la responsabilité de **François Billoux** par ses articles incendiaires et **d'Auguste Lecoeur**, amateur de « *coup de points* », dans le tournant « *gauchiste* » du **PCF**

**André Marty**, **Charles Tillon**, **Laurent Casanova** et même **Benoît Frachon** manifestent leurs réprobations. **Tillon** et **Marty** ne savent pas encore que cela constituera des « *preuves* » de leur trahison dans le procès stalinien qui vient contre eux. Il y a aussi une attaque de **Jeannette Thorez-Vermeersch** contre la « *ligne économique* » dans le **PCF** et la **CGT** et qui vise de fait **Benoît Frachon** qui avait critiqué vertement les articles de la « *Première-Dame* » du **PCF** et sa ligne aventurière

Pour tenter de desserrer l'étau de la répression, le **PCF** impose à la **CGT** d'appeler à une grève générale pour le 4 juin, ce qui ne fait qu'augmenter les arrestations, notamment de dirigeants syndicaux. La grève est un échec total, sur toute la France. On compte 4 000 grévistes à la SNCF, 511 dans les Arsenaux, 127 à Air France et 2 aux PTT. Le mouvement doit se prolonger et c'est un échec encore plus grave. À **Renault** les militants **CGT** se font chasser de l'usine par les ouvriers eux-mêmes.

Le 30 mai, les policiers, mitraillettes au poing, attaquent le siège du **Comité central du PCF** qui est gardé par 30 militants ; les portes sont ouvertes au chalumeau, les documents pillés en rapatriés à la Préfecture de l'Ile-de-la-Cité pour étude et dépouillement. Les souvenirs de *la Résistance*, gardés par nostalgie, sont même saisis et constituent des « *preuves d'un complot armé* ».

## *Un tournant s'amorce*

Le **PCF** abat sa dernière carte : un appel contre la répression et l'arrestation de **Jacques Duclos** qui va avoir un début réel d'audience. **Jean-Paul Sartre** signe et s'y engouffre, ainsi que des compagnons de route du **PCF** dans *la Résistance*. On parle de dissolution du **PCF**, **Jules Moch** s'y oppose, car il considère que cela va trop loin et que pousser les militants à la clandestinité amènerait plus de problèmes que n'apporterait de solutions. La **LDH**, en réservant son jugement sur « *l'affaire Jacques Duclos* », dénonce la répression et la volonté gouvernementale de faire une distinction juridique « *entre les grèves sociales et les grèves politiques* ».

Les militants du **PCF** sont profondément démoralisés et découragés, la « *grève générale* » est mise sous le boisseau. La défense des libertés démocratiques est utilisée, mais la **CGT** va surtout se recentrer sur la ligne sociale et revendicative pour essayer d'entraîner avec elle les autres syndicats. Le **CC du PCF** du 18 juin constate « *l'anxiété de la base* ». L'appareil stalinien est aux abois et tout est bon pour desserrer l'étau qui le broie.

La ligne « *syndicale* » reprendra le devant de la scène dans une situation où il y a un fort mécontentement social des travailleurs. Petit à petit, le **PCF** par l'entremise de la **CGT**, tentera de

se « *refaire la cerise* » ainsi. L'appareil syndical sera profondément remodelé et **Benoît Frachon** reprendra la main en plaçant ses hommes dans l'appareil de la **CGT**. **Jacques Duclos** reconnaît – enfin – en décembre ses responsabilités sur le non-respect des consignes de sécurité. Cette question de la sécurité va beaucoup servir pour faire qualifier **André Marty** de « *flic* » quelque temps plus tard. **Duclos** se prémunit alors pour ne pas être embarqué dans la même charrette.

Le vrai instigateur de la *Manif Ridgway* pourrait être **Maurice Thorez** qui n'a pas été très clair, à la fois sur ce que désirait vraiment le **Kremlin** et sur les consignes données, mais il est intouchable et fait retomber la responsabilité sur les « *envoyés de Paris* » (il est alors en **URSS** pour se soigner) qui « *n'ont pas compris ses consignes* » ; il se refusera à toute autocritique. Les lampistes sont là pour cela, mais personne ne se précipite pour passer sous la lame de la guillotine stalinienne, alors chacun fait ce qu'il peut pour faire porter la responsabilité sur un autre que lui-même. C'est ce qui explique entre autres les « *affaires Marty et Tillon* » et le procès stalinien qui va les « *exécuter* » politiquement.

Les voyages se multiplient en **URSS** pour prendre les consignes, l'appareil stalinien international du **Kominform** augmente son emprise et développe une nouvelle ligne, celle de « *la création d'un Front national uni de lutte pour la paix, pour les intérêts fondamentaux, vitaux des peuples, contre la réaction impérialiste* »

Tout cela donne le tournis aux militants du **PCF**. Une poignée tente de se regrouper pour résister aux changements de lignes incessants. Le 1<sup>er</sup> octobre 1952 le premier numéro d'un bulletin oppositionnel « *Unir pour le Socialisme* » sera publié, qui n'ira pas loin, car il refuse une critique de fond du stalinisme. Il se contente de critiquer le « *Font national uni* » à partir des citations de **Lénine** et de **Staline**, mais ne peut constituer une alternative crédible. Il sert tout au plus d'exutoire à tous les problèmes de la terre aux militants qui y collaborent. Comme toujours dans ce type de chose, « *l'Opposition* » est infiltrée par des agents envoyés par l'appareil du **PCF** et aussi, selon **Philippe Robrieux**, par la police, dont un ancien collabo des **Nazis** portant le pseudo de « *Courtois* ». C'est quelque peu ironique de savoir cela aujourd'hui. Le nom aurait-il une prédestination ?

Les documents saisis au siège du **PCF** montrent à la police qu'elle est largement infiltrée par les staliniens, notamment à la **Préfecture de police de Paris**. Des enquêtes sont menées, des suspensions et des révocations sont faites, la purge est en marche. Un vent de folie souffle dans certains cerveaux pour « *épurer* » la machine administrative de toute présence « *communiste* ». Le Conseil général du Tarn-et-Garonne demande même à ce que tous les militants du **PCF** soient chassés de la Fonction publique. Il est aussi évoqué que l'atteinte à la sûreté de l'État (Articles 86 et 87 du *Code pénal*) soit élargie à l'**OTAN**.

Mais tout cela ne tient pas la route, et début juillet, tous les militants incarcérés (165) sont libérés. Les deux derniers sortiront le 10 août, ils devront être jugés plus tard. Le 22 août, le fils de **Thorez**, **Maurice Thorez** « *junior* » est arrêté pour avoir été reconnu sur une photo dans la *Manifestation Ridgway*, il est libéré le 25 du même mois.

Par 302 Contre et 291 Pour, l'**Assemblée nationale** refuse la levée de l'immunité parlementaire de **Jacques Duclos**, les manifestants de Toulon, (où il y a eu de violents affrontements aussi) sont tous bénéficiaires d'un non-lieu. Sur les 165 inculpés à Paris, 146 voient la notion d'atteinte à la sûreté nationale, se transformer en « *rébellion et insultes à agents* » et n'écopent que d'amendes. 22 passent au Trébuchet, 9 sont relaxés purement et simplement, les autres sont condamnés à des peines de prison allant de 8 jours à un mois, tous avec du sursis, d'autant qu'ils avaient fait de la préventive pendant assez longtemps et que cela couvrait les peines prononcées.

Les conséquences pour la police seront de plusieurs ordres, **Jean Baylot** et **Jean Dides** seront démis de leurs fonctions de « *chasseurs aux Rouges* », elle recevra de nouveaux matériels comme les « *bidules* » qui seront utilisés de façon meurtrière à Charonne, une brigade photographique pour ficher les manifestants sera constituée, et six compagnies d'intervention « *musclées* » verront le jour.

La police, impunie pour ses violences démesurées, continuera à réprimer sauvagement les manifestants. Le 14 juillet 1953, elle aura sept morts à son tableau de chasse : 6 militants algériens du Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques (**MTLD**) de **Messali Hadj** et un militant de la **CGT**. Le 8 février 1962, le nombre de morts par la police se portera à 9 à Charonne.

Cet événement de la *Manif Ridgway*, « *grandiose* » dans tous les sens du terme, finira très rapidement par disparaître du mémoriel de la **CGT** et du **PCF**, comme un mauvais souvenir à effacer. **Jacques Duclos** n'en parlera même pas dans ses mémoires, cela aurait rappelé ses erreurs et cela l'avait conduit à faire plus de deux mois en prison. Mais de cette incarcération, il en parlera longuement par contre, cela occultait le reste. La seule trace qui se transmettra, comme un fait d'armes, sera dans les **Services d'Ordre militant** de différentes organisations politiques et syndicales. Vous aurez compris que je recommande la lecture de cet ouvrage en terminant comme j'ai commencé : on le lit comme un roman épique.

**Christian Eyschen**

<p><i>La manifestation Ridgway du 28 mai 1952</i> par <b>Michel Pigenet</b> - L'Harmattan - 176 pages - 15€ chez <b>Rakuten</b></p>
---

(Merci à **Jean-Marc Schiappa** pour ses conseils de rédaction)